

Pour un universalisme émancipateur

Posted By *La Horde* On 25 juin 2015 @ 08:12 In Argumentaires, Repères |



Nous avons reçu il y a un peu plus d'un mois un long texte signé Léo Picard, que vous trouverez ci-dessous, et qui, de façon argumentée et documentée, propose des pistes pour reconstruire un discours antiraciste et antifasciste. Alors que l'extrême droite mine partout le terrain, que ses idées se banalisent et que, entre nous, les raccourcis et les anathèmes semblent devenus la règle pour décrire les positions des unEs et des autres, la démarche est salutaire, et même si nous ne partageons pas nécessairement toutes les analyses du texte (en particulier sa mansuétude à l'égard de *Charlie Hebdo*), la volonté de prendre en compte différents points de vue dans une perspective constructive nous a paru être de nature à offrir à chacunE l'occasion de réfléchir.

Contre l'islamophobie, contre l'islamisme, contre les clivages identitaires

Pour un universalisme émancipateur

Les attentats de janvier 2015 à Paris ont ravivé un clivage important, qui était déjà apparu à l'occasion des affaires du voile, au sein des collectifs antifascistes et des organisations libertaires et d'extrême gauche. D'un côté les tenants intransigeants de la laïcité, voire de l'anticléricisme et de l'athéisme militant, défenseurs sans concessions du féminisme et des libertés ; de l'autre les « islamo-gauchistes » selon leurs détracteurs^[1], partisans d'une modulation des discours antireligieux, pour qui « *il importe de ne pas stigmatiser celles et ceux qui le sont déjà pour leurs origines et surtout leur statut social.* »^[2] Si le débat en était resté là, on aurait pu l'oublier.

Le fait est qu'il va plus loin quand une partie de la frange « islamo-gauchiste » a trouvé une nouvelle cause prioritaire avec le combat contre l'islamophobie. On en a eu une illustration avec le meeting contesté contre l'islamophobie le 6 mars à Paris^[3], mais aussi avec l'apparition de collectifs ou la polarisation de certains discours militants accordant une place à part à l'islamophobie, dans le contexte d'une médiatisation importante de cette question par la parution récente d'ouvrages à gauche comme ceux d'E. Todd ou E. Plenel.

Là il y a danger pour nos collectifs et pour la santé idéologique de notre camp. Celui d'une grande confusion qui s'exprime notamment au travers d'une hiérarchisation des antiracismes, qui n'est que le revers d'une hiérarchisation des racismes. Avec d'un côté les incondtionnels de l'islamophobie, et

de l'autre les inconditionnels de l'antisémitisme. En bref, le piège identitaire. C'est l'objet du présent texte.

Vous avez dit « islamophobie » ?

Il faut une clarification préalable sur le terme même d'« islamophobie ». Pour certains courants de nos adversaires, toute critique de l'islam (croyance ou religion) ou de l'islamisme (courant politico-religieux) relèverait de l'islamophobie. On ne peut évidemment pas accepter ce type d'assimilation. On ne rejettera pas ici la critique de la religion, des croyances, encore moins celle de l'islamisme, bien au contraire. « *Ceux qui pointent le fait qu'il y a un risque de pervertir le terme d'islamophobie pour faire taire toute critique de la religion musulmane ont raison sur le fond. Mais est-ce le terme ou certains de ses usages qui posent problème ? Faudrait-il alors bannir tous les mots susceptibles d'être instrumentalisés ?* »^[4]. Ce qu'il faut distinguer et combattre très explicitement, c'est l'islamophobie au sens du racisme antimusulman, c'est-à-dire l'infériorisation et le rejet des musulmans, réels ou supposés, du fait de leur religion. C'est avec ce sens que le terme est employé par nombre de militants sensibles à la montée du racisme en France, et c'est avec ce sens qu'il est employé dans ce texte.

Même une fois d'accord sur ce que l'on veut dire, l'utilisation du terme est discutable. N'est-ce pas faire une concession aux courants islamistes et les appuyer que de dénoncer le racisme antimusulman plutôt que le racisme anti-arabe ?^[5] Pour les islamistes, notamment pour les pouvoirs dictatoriaux islamistes dans de nombreux pays, assimiler les Arabes à l'islam, c'est-à-dire dénier le droit aux Arabes d'adopter une autre religion ou d'être athées, voire d'être homosexuels ou simplement partisans de mœurs plus libres, c'est un objectif politique de contrôle et de sujétion de la population à leur autorité, et qualifier d'« islamophobe » toute expression de racisme anti-arabe apporte de l'eau à leur moulin.

L'islamophobie ne recouvre pas le racisme anti-arabe mais elle constitue, de fait, une forme de racisme qui s'est développée avec la croissance de l'expression publique de la religion musulmane. Son émergence correspond également à une mutation du racisme, passé d'une conception biologisante (haine des races inférieures qui menacent la pureté biologique de l'homme blanc) à un racisme culturel (haine des cultures inférieures qui menacent la culture occidentale). On ne peut pas nier que les attaques contre les mosquées ou contre des femmes voilées se sont multipliées ces dernières années, que les propos hostiles aux musulmans se multiplient, de la part de politiciens et d'intellectuels, abondamment relayés par les médias, sur Internet et sur les réseaux sociaux, ni que ces attaques relèvent d'attitudes racistes. C'est le racisme anti-arabe remis au goût du jour, quand une partie de la population arabe et de ses représentants politiques met en avant son appartenance à la religion musulmane. Mais bien entendu, si on veut éviter les risques d'instrumentalisation, il faut dénoncer à la fois l'islamophobie, le racisme antimusulman, et la xénophobie, qui inclut le racisme anti-arabe.

Contre la hiérarchie des racismes

Dénoncer l'islamophobie est une nécessité. En faire un combat à part, voire une priorité, c'est une autre affaire. Du côté des nouveaux opposants à l'islamophobie dans notre camp (on ne parle pas ici des islamistes), on voit pourtant poindre une attitude étrange qui peut s'apparenter, dans certains cas, à ce qu'il faut bien qualifier d'*islamophilie*. C'est étrange quand on le rapporte à nos repères

habituels qui sont de l'ordre de la solidarité de classe plutôt que de la solidarité communautaire, qui plus est quand la communauté concernée est religieuse. On peut l'expliquer et le critiquer comme un nouvel avatar de l'ouvriérisme paternaliste : une posture morale empreinte d'un complexe de supériorité à l'égard des opprimés qui glisse progressivement de la solidarité au soutien, puis au suivisme. La religion reste une aliénation, on n'entrera pas ici dans de longues explications sur le sujet. Trouver cette aliénation plus tolérable parce qu'elle touche les plus opprimés, c'est presque avoir renoncé par avance au combat politique contre l'oppression.

Derrière la priorisation de l'islamophobie, il y a le constat que les personnes stigmatisées pour leur confession musulmane, réelle ou supposée, sont majoritairement issues des milieux immigrés et des quartiers populaires. Il y a aussi le constat que le racisme anti-arabe et antimusulman, historiquement hérité du colonialisme, imprègne aujourd'hui encore les esprits et les institutions, notamment la police et la justice, et qu'il est de ce fait entretenu par l'État. De ce double constat parfaitement juste, certains infèrent l'idée que les musulmans seraient les victimes principales voire exclusive du racisme, et que de ce fait les victimes de l'islamophobie seraient à défendre en priorité. Le racisme antimusulman n'est pourtant pas le seul à s'exprimer de façon grandissante depuis trente ans, et à se traduire en actes : racisme anti-Roms, racisme anti-Noirs, antisémitisme vont également bon train. Ce qui est ressenti par les victimes des différentes variantes de racisme est difficilement comparable et encore moins mesurable.

Même s'il n'est absolument pas relayé par l'appareil d'État, on observe ainsi un regain de l'antisémitisme, lié à la crise du capitalisme comme à la recomposition de l'extrême droite aux marges du Front national, avec des zéniths remplis de supporters de Dieudonné et des millions de vues des vidéos de Soral : c'est le retour du « socialisme des imbéciles » suivant l'expression d'August Bebel^[6], l'antisémitisme ayant pour fonction historique de détourner la contestation sociale et politique des milieux populaires contre des boucs-émissaires juifs. Ces dernières années, les juifs sont également les seuls qui ont été victimes de crimes de sang explicitement du fait de leur religion (Ilan Halimi il y a quelques années, l'école juive de Toulouse en 2012, l'Hyper Casher en janvier 2015). Le nombre d'agressions antisémites rapporté au nombre de juifs en France est globalement du même ordre de grandeur que le nombre d'agressions islamophobes rapporté au nombre de musulmans^[7]. Cette résurgence de l'antisémitisme suffit manifestement à encourager les candidats à l'émigration en Israël^[8].

Le fait que les musulmans soient majoritairement issus de la main d'œuvre immigrée donc des milieux populaires, tandis que les Juifs seraient socialement bien insérés, serait une très mauvaise raison de considérer que la judéophobie et plus généralement l'antisémitisme sont moins graves que l'islamophobie, ou même simplement que les Juifs subissent moins que les musulmans. En Allemagne dans les années 30, les Juifs étaient également socialement très bien intégrés. Plus proche de nous, les Tutsis au Rwanda étaient considérés comme appartenant plutôt à l'élite, à l'inverse des Hutus. Les deux situations ont conduit à des génocides.

Il y a une hiérarchie dominante qui place l'antisémitisme au-dessus des autres racismes. Cela s'exprime souvent, régulièrement, dans les médias comme de la part des politiciens^[9] ^[9]. Cette hiérarchie résulte d'une histoire (issue de la seconde guerre mondiale), elle est renforcée par des considérations géopolitiques (le soutien à l'impérialisme israélien) et par certains soutiens communautaristes (la ligne du CRIF). Cette hiérarchie est inacceptable^[10] ^[10]. Mais c'est une très

grave erreur de retourner la hiérarchie des racismes, et de remplacer la hiérarchie dominante par une hiérarchie inverse, qui place l'islamophobie *au-dessus* des autres racismes. C'est ni plus ni moins que remplacer un communautarisme par un autre. Il n'y a pas de racisme plus grave qu'un autre de même qu'il n'y a pas d'oppression plus grave qu'une autre. Il ne faut pas retourner la hiérarchie des racismes, il faut la supprimer : combattre ensemble et systématiquement tous les racismes, notamment l'antisémitisme et l'islamophobie^{[11 [11]]}.

Combattre l'islamisme, ce cousin du lepénisme

Charlie hebdo a été perçu comme dérivant vers l'islamophobie. Mais cela ne signifie pas que ses journalistes ont effectivement dérivé dans ce sens-là. *Charlie Hebdo* n'est pas un parti avec une seule ligne politique, mais un journal avec une variété de journalistes et d'opinions dont celles, contestables, de Philippe Val. Mais il est clair que le journal est globalement resté antiraciste et antifasciste. De nombreux militants anticapitalistes, des anarchistes de différents groupes, des syndicalistes, des soutiens aux sans-papiers, etc. ont eu des combats communs avec des personnalités de *Charlie hebdo* sans jamais considérer qu'ils dériveraient vers une forme ou une autre de racisme. On peut trouver que dans un contexte de montée des racismes, certaines de leurs Unes n'ont pas été très bienvenues quand elles ont ciblé exclusivement la religion musulmane puisqu'elles ont alors prêté le flanc à une interprétation islamophobe. Mais manifestement, leur intention n'était pas celle-là.

Là où il y a un vrai problème, c'est quand des gens assimilent la critique de la religion avec la stigmatisation des croyants de cette religion. Ceux qui ne supportent pas la critique et la discussion de leurs positions sont mûrs pour le fascisme sous une forme ou une autre. C'est la ligne des intégristes de tous bords, et plus généralement de ceux qui considèrent que leur religion doit régir toute la vie sociale (la politique, la famille, la sexualité, l'école...). C'est notamment la ligne de l'islamisme, la conception politique selon laquelle l'islam doit régir toute la vie sociale. Il ne faut pas se retenir de critiquer les religions, toutes les religions – même si on peut être d'accord que la forme de cette critique doit être adaptée pour éviter qu'elle soit mal interprétée. Laisser des gens dire qu'il ne faut pas critiquer leurs idées (sur Dieu, sur la nation, sur les femmes, sur les races...) parce que « chacun ses idées », « respect », etc., c'est à l'opposé extrême de tous les principes qui semblent défendables dans une perspective d'émancipation. Sous couvert de « respect » de la religion, on vise en effet à faire taire les athées et les anticléricaux, comme si la liberté d'expression devait être réservée aux croyants. À l'inverse, le droit à la discussion et à la critique, le droit à ce que certains considèrent comme du blasphème sont des droits essentiels à défendre becs et ongles aujourd'hui comme hier.

Un aspect souvent négligé concernant *Charlie hebdo* est que leurs Unes ont été publiées dans un contexte où l'islamisme a pris du poids. À partir de la fin des années 1980, notamment suite au développement du FIS en Algérie, un travail d'implantation militante systématique a été entrepris de la part de ce courant en France. L'islamisme s'est développé en miroir avec le FN : les deux se sont implantés au fur et à mesure du recul de l'implantation militante ouvrière syndicale et politique, principalement du PCF et de ses organisations de jeunesse. L'islamisme a réussi à peser sur certains secteurs musulmans, mettant le voile au goût du jour (jusque-là absent ou ultra-minoritaire), et défendant une conception de la religion que l'on peut qualifier d'*identitaire* : la religion n'est pas considérée comme une dimension parmi d'autres de la vie des croyants, mais comme la dimension la

plus déterminante, celle devant laquelle les autres dimensions doivent plier. Partager cette religion et ses interdits, c'est faire partie d'une communauté liée à l'identité arabe : l'Arabe non musulman devient alors suspect. Il y a bien eu des initiatives contre le développement de l'islamisme avec de vraies actions dans les quartiers, comme « Ni putes ni soumises », mais instrumentalisées par le PS, elles n'ont pas débouché. À l'inverse, d'autres initiatives ont renforcé les islamistes, comme celles du pouvoir sarkozyste qui a vu en eux à partir des émeutes de 2005 un gendarme possible pour les banlieues, favorisant leur implantation et peu à peu leur contrôle sur les populations immigrées des quartiers populaires. Ainsi la représentation institutionnelle de l'islam en France, aidée par les pouvoirs publics, a-t-elle été confiée aux plus réactionnaires de ses courants.

Ce qui fait que les Unes de *Charlie hebdo* ont porté, et qu'elles ont pu être appuyées par bon nombre de gens se situant à gauche ou à l'extrême gauche, c'est que dans ce contexte elles ont été et sont apparues comme une critique de l'islamisme autant voire plus que de l'islam^[12]^[12]. C'est certainement comme cela qu'elles ont été perçues par nombre de personnes de culture arabo-musulmane qui ont pu apprécier *Charlie hebdo*, et qui avaient des raisons politiques, personnelles ou familiales de haïr l'islamisme. Mais le contexte de montée de l'islamisme explique aussi que les Unes *Charlie hebdo* ont pu être considérées comme insupportables par des musulmans en phase de repli identitaire.

La croissance de l'islamisme depuis la fin des années 1970 au Moyen-Orient et ailleurs dans le monde, comme l'irruption des révolutions anti-islamistes depuis le « printemps arabe » en 2011, constitue *le point aveugle* de nombreuses analyses, qui empêche de mesurer tous les facteurs qui contribuent à la montée de l'islamophobie et donc aussi tous les leviers pour la combattre^[13]^[13]. L'islamisme est un courant politique réactionnaire, fascisant^[14]^[14], historiquement appuyé par les puissances occidentales, et qui doit être clairement combattu^[15]^[15]. Les premières victimes de l'islamisme radical dans le monde sont les musulmans, comme le révèlent les massacres répétés par Daech, Al Qaida ou Boko Haram. Mais il n'y a pas que l'islamisme radical, certaines versions modérées de l'islam politique ne valent guère mieux. Notre solidarité doit être sans faille et visible avec toutes les femmes, tous les homosexuels, tous les athées qui dans le monde musulman, sont aux prises avec l'oppression, les persécutions et la répression imposées par les islamistes.

Les « printemps arabes » ont non seulement renversé des régimes autocratiques militaires réactionnaires mais également, pour la première fois dans l'histoire, des régimes islamistes tout autant réactionnaires. Ils ont ainsi ouvert la voie à une libération des peuples et des mœurs pour cette région du monde inimaginable il y a seulement quelques années. Ce faisant, ces peuples qui ont osé chercher leur émancipation et ont servi d'exemple ailleurs dans le monde (avec les mouvements *Occupy*) ont été féroceement combattus par les impérialismes et par leurs représentants sur place, les forces les plus réactionnaires de ces pays, militaires, grands propriétaires et religieux, menacés de perdre leur autorité, donnant lieu au chaos et à la barbarie qui règnent aujourd'hui au Moyen Orient. Ne pas affirmer sa solidarité avec les Arabes de tradition musulmane qui tentent de s'émanciper de toutes les tutelles y compris islamistes ou religieuses, c'est risquer de se trouver du côté de ceux qui essaient d'écraser toute forme d'émancipation dans ces milieux plutôt que d'affirmer sa solidarité avec les plus pauvres ici. Ce sont les plus pauvres, les jeunes, les femmes du monde musulman qui subissent aujourd'hui le plus frontalement l'islamisme, mais surtout, qui le combattent au prix de leur vie : révolution contre le régime des Frères musulmans en Egypte en 2013, chute d'Ennahdha en

Tunisie, lutte de la population contre la mainmise de l'AKP en Turquie... S'il y a une solidarité à avoir, c'est avant tout avec ces combats et ces combattants et non avec ceux qui, se dissimulant derrière l'islam, visent à faire revenir les peuples dans l'esclavage.

En Europe aussi, nous devons combattre l'islam politique. Il ne s'agit pas de céder aux peurs organisées face au « danger terroriste », encore moins d'accepter de renoncer à nos libertés ou d'approuver de nouveaux dispositifs sécuritaires au nom de la lutte contre le terrorisme. Le danger le plus important ne réside pas tant dans le fait que quelques centaines de jeunes soient partis faire le jihad en Syrie ou ailleurs, même si leur trajectoire est évidemment celle qui va au bout de la logique islamiste, quand la religion est imposée comme « *un dogme qui ne peut mener qu'à la sécession, à la "désintégration" des sociétés qui se réclament de la sortie des religions, des Lumières, des mouvements ouvriers, des courants féministes.* »^[16]^[16] Le danger fondamental de l'islamisme se situe ailleurs. En France, l'islamisme est le cousin du lepénisme. Les deux sont des idéologies communautaristes c'est-à-dire identitaires, mutuellement hostiles, mais sur le fond tout à fait convergentes. Fondées sur la division et la hiérarchisation, elles se renforcent mutuellement, conduisent à la haine et à l'exclusion. Elles sont diamétralement opposées à toute perspective de convergence des exploités pour une émancipation collective. C'est à ce titre qu'elles doivent être combattues.

Contre les islamophobes et contre les islamistes

Comme pour toutes les religions il y a finalement trois niveaux à distinguer avec soin : les musulmans (les croyants), l'islam (religion), et l'islamisme (politique). Il semble que si nous devons avoir une position collective et partagée dans nos collectifs militants, cette position peut et doit être déclinée selon ces trois niveaux :

1. Le rejet sans équivoque de l'islamophobie, c'est-à-dire du racisme antimusulman, au même titre que les autres racismes (racisme contre les Noirs, anti-Roms, antisémitisme...);
2. L'indifférence à l'égard de l'islam, autrement dit des croyances et pratiques individuelles, en étant bien d'accord que les droits de croire, de pratiquer, de ne pas croire, de critiquer, de « blasphémer », doivent être respectés ;
3. Le combat contre l'islamisme, qui est une idéologie politique réactionnaire et va à l'encontre de l'émancipation individuelle et collective, au même titre que tous les intégrismes (juif, catholique...).

C'est à cette condition que nous pourrions converger avec des personnes de culture arabo-musulmane, construire ensemble des fronts de lutte, et faire reculer les clivages identitaires. C'est concernant la religion, prendre acte du fait que la situation n'est pas la même qu'il y a un demi-siècle car l'athéisme militant a perdu du terrain^[17]^[17], et qu'elle constitue une composante non négligeable dans la vie de nombreuses personnes de culture arabo-musulmane (et pas seulement). Mais c'est aussi, au fond, *transposer un principe de laïcité à nos luttes* : la religion est affaire personnelle, qui peut s'exprimer publiquement mais n'a pas à interférer avec nos engagements collectifs. On peut bien sûr être croyant voire pratiquant et partisan du patriarcat le plus strict et de l'application intégrale des textes sacrés ; mais on peut aussi être croyant voire pratiquant et partisan de l'égalité et de l'émancipation^[18]^[18].

Le port du voile islamique a suscité de nombreuses disputes et divisions dans nos collectifs depuis 1989, date de la première affaire du voile. Sans reprendre ce débat dans son ensemble, toutes les positions étant défendues avec sincérité et honnêteté par des militants de notre camp (féministe et antiraciste), on peut mesurer à quel point il a pu cristalliser des clivages sur des questions finalement relativement secondaires, pour le plus grand profit des nationalistes franchouillards et des communautaristes musulmans. Un quart de siècle a passé, et notre camp a reculé. De nombreuses femmes musulmanes portent aujourd'hui le voile dans des contextes et avec des motivations très variés.

On appréciera sur cette question la position défendue par Emile Carme : *« celle de la ligne de crête. Tenir les deux bouts de la corde, en somme. C'est-à-dire : reconnaître, contrairement à certaines franges militantes radicales, que le voile n'est pas un objet neutre, anodin ou sacro-saint et qu'il constitue, au regard de la tradition féministe (on se souvient de la socialiste indépendantiste égyptienne Huda Sharawi ôtant publiquement son voile en 1923), l'un des multiples marqueurs de la domination masculine (puisque personne ne songe une seule seconde à le prescrire aux hommes et que cette singularité atteste à elle seule de son caractère sexiste) et de la prépotence des hommes (leurs lois, leurs imaginaires, leur désirs, leurs frustrations, leurs attentes et leur empire) tout en reconnaissant, d'un même élan, qu'il est attentatoire à la liberté de pensée et de conscience de forcer une femme à l'ôter (de la même façon qu'il l'est de la forcer à le porter) et que l'attention délirante dont il est l'objet – inversement proportionnelle à celle que l'on porte d'ordinaire aux luttes féministes – relève avant tout du racisme anti-musulman. »*^[19]^[19]

Car ce qui importe, plus que le port du voile, ce sont les convictions idéologiques et politiques qui l'accompagnent : s'agit-il d'une manière de vivre sa religion voire sa culture ? Avec celles qui sont dans ce cas, nous aurons des désaccords et nous pourrions en débattre. S'agit-il d'une adhésion à l'islamisme, à l'idée que la religion prend le pas sur tout le reste et qu'elle doit régir le monde ? Là, le désaccord est essentiel, il n'y a rien à débattre, simplement une idéologie politique à combattre.

Articuler le combat contre l'islamophobie et contre l'islamisme suppose de rejeter toutes les tentatives d'instrumentalisation des deux côtés, par les islamophobes comme par les islamistes. On ne peut pas défendre les libertés, la laïcité et le féminisme contre l'islamisme, avec les islamophobes avérés qui se camouflent (ou pas) derrière les « valeurs de la République »^[20]^[20]. Mais on ne peut pas non plus lutter contre le racisme antimusulman avec les islamistes, promoteurs du communautarisme musulman, de la haine contre les Juifs (les « sionistes ») et les chrétiens (les « croisés »), et de l'homophobie. Le combat pour la laïcité est ainsi exemplaire des instrumentalisation multiples dont peuvent être l'objet certaines de nos revendications : parce qu'elle est brandie contre les musulmans par l'extrême droite (Riposte laïque, Front national), certains islamophiles considèrent qu'il ne faut plus la défendre... pour le plus grand bonheur des islamistes et de l'extrême droite^[21]^[21]. À l'inverse, il faut travailler de manière explicite et délibérée contre les discours et les pressions exercées par les uns et les autres, dans nos luttes comme dans nos vies.

Contre les clivages identitaires, pour un universalisme émancipateur

Combattre tous les racismes dont l'islamophobie, combattre tous les fascismes dont l'islamisme, ce sont des combats que nous devons conduire avec le plus grand nombre et notamment avec les

personnes de culture arabo-musulmane. Comme l'écrit Badiou dans un article paru quelques jours après les attentats de janvier, il s'agit « *d'agir en commun avec le plus possible de jeunes prolétaires de ces banlieues, le plus possible de jeunes filles, voilées ou non, cela n'importe pas, dans le cadre d'une politique neuve, qui ne se réfère à aucune identité ("les prolétaires n'ont pas de patrie") et prépare la figure égalitaire d'une humanité s'emparant enfin de son propre destin* »^{[22 [22]]}. La question posée avec une acuité renouvelée, et qui est plus large que celle de la lutte contre le racisme et le fascisme, est celle de *ce pour quoi* nous pouvons combattre aujourd'hui. Le maoïste Badiou y répond en brandissant l'étendard du drapeau rouge contre celui de la République, ce qui est à la fois totalement juste et totalement abstrait^{[23 [23]]}. Nombre de groupes militants de différentes obédiences (maos, trotskystes, libertaires) brandissent de la même manière des étendards qui avaient un sens selon les repères du passé : quand il y avait une conscience de classe plus aiguë, un athéisme, un anticléricalisme et un antiracisme massivement assumés, on savait où on allait. Il reste que ce passé nous a conduits au présent, et qu'il nous faut aujourd'hui faire face à un paysage éclaté. Répéter les slogans universalistes du passé a du bon mais ce n'est certainement pas suffisant.

L'universalisme semble cependant avoir mauvaise presse auprès d'une partie de l'extrême gauche. C'est particulièrement vrai du côté des opposants fervents à l'islamophobie pour qui l'universalisme n'est que l'expression de la domination occidentale (européenne, chrétienne, blanche), et doit être sinon combattu, du moins abandonné comme perspective progressiste. Cela ressort ainsi clairement des prises de positions récentes de Jacques Rancière : « *On invoque souvent l'universalisme comme principe de vie en commun. Mais justement l'universalisme a été confisqué et manipulé. Transformé en signe distinctif d'un groupe, il sert à mettre en accusation une communauté précise, notamment à travers les campagnes frénétiques contre le voile. (...) Les grandes valeurs universalistes – laïcité, règles communes pour tout le monde, égalité homme-femme – sont devenues l'instrument d'une distinction entre "nous", qui adhérons à ces valeurs, et "eux", qui n'y adhèrent pas.* »^{[24 [24]]}

Saïd Bouamama est également explicite dans la critique de l'universalisme. Dans un article republié récemment^{[25 [25]]}, il oppose, sans aller au fond des choses, « *l'absolutisation de la pensée des Lumières* », élément de l'hégémonie culturelle de la classe dominante, aux quartiers populaires et leurs habitants^{[26 [26]]}. L'article ne va pas au fond des choses parce qu'il évite de dire si les idées des Lumières en tant que telles (« *un appel à la rationalité et le combat contre l'obscurantisme* ») méritent d'être défendues ou pas. Il rappelle la critique qu'en ont faite Marx et Engels, alors que ces derniers proposaient d'aller beaucoup plus loin.

Le fond du débat, c'est donc l'opposition entre universalisme et communautarisme. C'est un débat biaisé parce que les termes en ont été posés par certains de nos adversaires. Ces adversaires considèrent qu'il y a d'un côté l'universalisme « républicain » porté par l'Occident (démocratie, droits de l'homme et laïcité imposés à coups de matraque), et de l'autre les communautarismes (nationaux, linguistiques, religieux, voire ethnique), c'est-à-dire les stratégies identitaires. Il n'est évidemment pas anodin de poser l'opposition dans ces termes. Certains, opposés à juste titre à la domination occidentale, sont alors tombés dans le piège, dénonçant l'universalisme et défendant, ou au moins faisant preuve de « compréhension » à l'endroit des communautarismes défensifs, contre le communautarisme dominant mal camouflé derrière « l'universalisme ». Il y a des glissements dans ce sens de la part des Indigènes de la République^{[27 [27]]}, et la position de Saïd Bouamama n'en est pas loin.

La question mérite d'y réfléchir à deux fois : sommes-nous d'accord ou non que *certains principes doivent être universellement défendus* ? Par exemple, sur le droit des femmes à disposer de leur corps et de leurs vies : pensons-nous qu'il s'agit de principes intangibles, qui ont une valeur universelle donc pour lesquels il faut lutter *partout* – ou bien pensons-nous qu'il s'agit de principes engendrés par certaines sociétés, qui doivent y rester contingentés, et finalement que les femmes de communautés extérieures à ces sociétés n'ont pas à y accéder ? Dans le premier cas on est sur une position universaliste, dans le second sur une position communautariste. Adhérer à une position universaliste n'implique absolument pas de rallier le camp des Républicains et des impérialismes dominants : comme l'indique Badiou, on peut rejeter le drapeau tricolore et brandir le drapeau rouge.

Contre les replis identitaires qui menacent de nous conduire à la catastrophe, il faut s'atteler à la construction d'*un nouvel universalisme émancipateur*. Il y a nombre de principes sur lesquels nous tomberons tous d'accord, parce qu'ils constituent le fond commun de nos collectifs militants, celui sur lequel nous nous mobilisons continument : égalité des droits pour les femmes, les homosexuels, les minorités, libertés de circulation et d'installation, libertés de pensée et de croyance (même religieuse !), laïcité, refus de l'exploitation et des autres formes de domination, égalité sociale et solidarité internationale. Personne ne dira que ces principes ne valent pas pour les gens sous d'autres latitudes ou longitudes. Ces principes sont autant de briques pour bâtir un nouvel universalisme.

Il s'agit bien, au travers de cela, de reconstruire un front de classe, c'est-à-dire notre camp social et notre monde face au capitalisme sur le déclin. Cela signifie-t-il que nous ayons une démarche identitaire face à d'autres démarches identitaires ? Ce serait se méprendre sur le sens du clivage de classe. Notre identité sociale de travailleurs avec ou sans emploi ne vient pas subordonner nos identités d'homme ou de femme, d'homosexuel, de migrant, de Noir, de supporteur de telle équipe de foot, d'athée ou de musulman. Les processus identitaires écrasent les aspects multiples des personnes au profit d'une identité unique, conduisant à l'hostilité voire à la haine à l'encontre de ceux qui ne la partagent pas^{[28 [28]]}. À l'inverse, l'identité de classe comprise comme l'appartenance au camp de l'émancipation peut s'ouvrir à la richesse des identités personnelles sans en écraser aucune. C'est même à cette condition que nous pourrions avancer ensemble, et faire reculer la barbarie qui vient.

[Merci à Delphine, Elisabeth, Fred, Jacques, José, Stéphane, Sylvie, Sylvie, Yann, pour leurs commentaires et suggestions sur une version antérieure, ainsi qu'à tout/es les camarades antifascistes et révolutionnaires pour les discussions nombreuses et parfois houleuses qui m'ont conduit à écrire ce texte.]

Le 17 mai 2015,
Leo Picard

1. Voir p.ex. Yann Kindo, « [Essai d'identification de l'islamo-gauchisme](#) ^[29] », *La faucille et le labo* (blog), 20 février 2015. [[↵](#) ^[30]]
2. La Horde, « 15 jours après les attentats, ce qu'on peut en dire », 22 janvier 2015. [[↵](#) ^[31]]
3. Meeting contesté notamment du fait de la participation de l'UOIF, organisation islamiste connue pour sa proximité avec la Manif pour tous et avec diverses officines d'extrême droite. Cf. Ornella Guyet, « [Pourquoi je n'irai pas au rassemblement contre l'islamophobie aux côtés de l'UOIF](#) ^[32] », *Street Press*, 27 février 2015. [[↵](#) ^[33]]
4. Marwan Mohammed, « [Islamophobie et critique des religions. Au-delà des mots](#) ^[34] », *L'Humanité*, 18 mars 2015. Autre citation intéressante de ce court article : « de nombreux commentateurs pensent encore que le mot islamophobie a été inventé par des mollahs iraniens afin d'interdire tout blasphème, alors que ce terme n'a pas

d'équivalent en persan et que l'on doit son invention, en 1910, à des orientalistes français spécialistes de l'islam ouest-africain. » [[↪](#)^[35]]

5. Groupe Graine d'Anar (FA Lyon), « [De l'urgence d'un anticléricalisme anarchiste au XXI^e siècle](#) ^[36] », *Le Monde libertaire* HS n°60, avril-mai 2015. C'est aussi la ligne de Charb. [[↪](#)^[37]]
6. Militant social-démocrate allemand (1840-1913). [[↪](#)^[38]]
7. Maxime Vaudano, « [Comment compte-t-on les actes antisémites et islamophobes ?](#) ^[39] », *Le Monde* du 28 janvier 2015. [[↪](#)^[40]]
8. Dominique Vidal, « [Un antisémitisme virulent mais marginal](#) ^[41] », *Le Monde diplomatique*, février 2015. [[↪](#)^[42]]
9. Le Monsieur antiracisme qui vient d'être nommé par Valls en est une bonne illustration. Voir son portrait par Alice Géraud, « [Gilles Clavreul, la valse antiraciste](#) ^[43] », *Libération*, 16 avril 2015. [[↪](#)^[44]]
10. Comme je l'ai argumenté dans un autre texte (« [Contre l'antisémitisme et contre le sionisme](#) ^[45] », 4 août 2014), l'antisémitisme joue un rôle *particulier* lié à la place particulière des Juifs en Europe occidentale et en Amérique du Nord, mais cela n'en fait évidemment pas un racisme *plus important* que les autres. [[↪](#)^[46]]
11. Comme le met en avant l'Union Juive Française pour la Paix, cf. l'[Intervention de Michèle Sibony](#) ^[47] au meeting contre l'islamophobie du 6 mars 2015. Cette ligne est explicite de la part de nombreux collectifs militants et antifascistes, comme en témoigne l'appel à manifester du 21 mars 2015 : « [Ensemble contre tous les racismes et le fascisme. L'égalité ou rien !](#) ^[48] ». Cf. également BAF Nancy, « [Contre l'islamophobie, contre l'antisémitisme. Contre tous les racismes](#) ^[49] », mars 2015 ; ou dans une veine plus polémique, Les Luftmenschen, « [Les Effroyables Imposteurs du 12 janvier](#) ^[50] », 21 mars 2015 (texte dont on ne partage pas toutes les conclusions, republié sur mondialisme.org). [[↪](#)^[51]]
12. L'islamisme est d'ailleurs très clairement la cible première de Charb, comme en témoigne sa (posthume) *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*, Les Echappés, avril 2015. Charb considère par ailleurs, à tort à mon sens, que l'islamophobie n'existe pas et qu'il n'y a qu'un racisme anti-arabe, mais c'est une autre question. [[↪](#)^[52]]
13. Cf. p.ex. une analyse récemment parue dans le mensuel du NPA, intéressante sur bien des aspects mais qui n'évoque tout simplement pas la question : Denis Godard, « [Racisme : pourquoi les Rroms et les Musulmans ?](#) ^[53] », *Revue L'Anticapitaliste* n°61, janvier 2015. [[↪](#)^[54]]
14. Cataloguer l'islamisme comme un fascisme est évidemment contestable du point de vue historique, mais il semble y avoir suffisamment de convergences pour que la notion de fascisme soit utile à la compréhension de l'islamisme, notamment pour des militants qui y sont confrontés dans le monde musulman comme au Pakistan. Cf. Pierre Rousset, « [Après Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher : penser le neuf, repenser l'ancien](#) ^[55] », ESSF, 11 février 2015. [[↪](#)^[56]]
15. Pour un rapide survol historique, cf. Nader Teyf, « De la nécessité de combattre l'islam politique », *Le Monde libertaire* n° 1765 ([1e partie](#) ^[57]) et 1766 ([2e partie](#) ^[58]), février 2015. [[↪](#)^[59]]
16. Collectif Lieux Communs, « [De l'islam à l'islamisme : établir une ligne de partage](#) ^[60] », 28 janvier 2015. [[↪](#)^[61]]
17. Même si l'athéisme et l'incroyance restent très largement majoritaires dans le pays, cf. Leila Marchand, « [Plus de la moitié des Français ne se réclament d'aucune religion](#) ^[62] », *Le Monde* du 7 mai 2015. [[↪](#)^[63]]
18. Quoique la cohérence d'une telle position soit discutable, mais c'est une autre affaire. [[↪](#)^[64]]
19. Emile Carre : « [Le voile – halte à l'hystérie nationale](#) ^[65] », *Ballast*, 31 mars 2015. Article repris en partie sur le site de La Horde. [[↪](#)^[66]]
20. Cf. « Les valeurs de la République ? Non, celles de l'émancipation ! », *RésisteR!* #34, mars 2015. Repris par le site [Culture & Révolution](#) ^[67]. [[↪](#)^[68]]
21. À cet égard, on appréciera la déclaration commune de la Ligue de l'enseignement, la Ligue des droits de l'Homme et la Fédération nationale de la Libre pensée, « [Il ne faut pas toucher à la loi de 1905 ! Il faut défendre les libertés publiques !](#) ^[69] » (8 avril 2015), qui s'oppose aux instrumentalisation de la laïcité. [[↪](#)^[70]]

22. Alain Badiou, « [Le rouge et le tricolore](#) ^[71] », *Le Monde* du 17 janvier 2015. [[↵](#) ^[72]]
23. Concernant Badiou, il faut même ajouter que cela reste juste tant que cela reste abstrait... [[↵](#) ^[73]]
24. Jacques Rancière, « [Les idéaux républicains sont devenus des armes de discrimination et de mépris](#) ^[74] » Interview par Eric Aeschmann, *L'Obs* du 2 avril 2015. Il faut bien noter que Rancière n'avance rien qui pourrait racheter l'universalisme : la réaction l'a pris, qu'elle le garde. [[↵](#) ^[75]]
25. Saïd Bouamama, « [Les fondements historiques et idéologiques du racisme "respectable" de la "gauche" française](#) ^[76] », revue *Que faire*, avril 2012. Republié sur son blog le 4 mars 2015. [[↵](#) ^[77]]
26. Bouamama aborde aussi l'idéologie colonialiste qui a pollué la gauche comme la droite, mais là-dessus on sera facilement d'accord. [[↵](#) ^[78]]
27. Des glissements communautaristes qui les font dérapier dans l'antisémitisme. Voir Yves Coleman, « [Edouard Drumont, maître à penser de Mme Houria Bouteldja : les Indigènes de la République réussissent leur examen d'entrée dans l'extrême droite gauloise](#) ^[79] », *Ni patrie ni frontières*, 14 mars 2015. Voir également Fred Albi, « [Un autre point de vue sur une intervention d'Houria Bouteldja...](#) ^[80] », site du NPA. [[↵](#) ^[81]]
28. Voir Jean-Claude Kaufmann, *Identité : la bombe à retardement*, Textuel, 2014. [[↵](#) ^[82]]

Article printed from La Horde: <https://lahorde.samizdat.net>

URL to article: <https://lahorde.samizdat.net/2015/06/25/pour-un-universalisme-emancipateur/>

URLs in this post: